

1^{re} édition : AB

d'imprimerie à 7 h. du soir

2^e édition : B

d'imprimerie à 10 h. du matin.

ABONNEMENT : Pour la BELGIQUE 16 fr. par an.
Hollande et G.-D. de Luxembourg 24 fr. Pour les autres pays 34 fr.
ON S'ABONNE POUR GAND :
au bureau du journal, rue aux Tripes, n° 3 (près de la rue aux Draps). Bureaux ouverts de 8 h. à midi. Pour les autres localités des pays aux bureaux de la Poste. Toute demande d'abonnement pour l'étranger, adressée à l'Éditeur, doit être accompagnée d'un mandat postal.

1^{re} édition AB2^e édition B

ANNONCES : 40 centimes la ligne. **RECLAMES** avant les annonces : 1 franc la ligne. **RECLAMES** dans le corps du journal et **AVIS FINANCIERS** : 2 francs la ligne. **RÉPARATIONS JUDICIAIRES** : 2 francs la ligne. **ON TRAITA À FORFAIT POUR LES ANNONCES SOUVENT REPETÉES**

BUREAUX

OUVERTS DE 8 HEURES À MIDI
Pour les Annonces et Reclames de la Belgique, à l'exception des deux Flandres, ainsi que pour celles des pays étrangers, adressez à MM. J.-N. Labèque et C^{ie}, Office de Publicité, 36, rue Neuve, à Bruxelles.

Prix du numéro : 10 centimes.

Ce numéro doit être vendu 10 centimes.

Nos officiers et nos soldats.

Il nous revient que certains de nos lecteurs ont été péniblement surpris de retrouver dans nos colonnes la traduction résumée d'un article paru dans le *Nieuwe Rotterdamse Courant*, il y a quatre semaines.

Le journal hollandais, fort élogieux pour nos soldats, l'était moins à l'égard de quelques officiers de la défense d'Anvers. Bien que nous n'ayons reproduit cette appréciation qu'à titre purement documentaire, et sous formelle réserve, nous désirons expliquer comment elle s'est glissée dans notre journal.

Après que notre journal eut été supprimé le 15 octobre, nous avons continué à recueillir, dans la presse hollandaise, et à faire composer des informations d'ordre divers, en vue du jour où nous pourrions réparaître. Nous ne nous attendions guère, ayant été supprimés, à pouvoir réparaître sous le régime de l'occupation.

Or, le mercredi 28 octobre, vers quatre heures, M. le Président de la Section des Flandres de la Presse nous faisait notifier que l'interdiction dont était frappée la presse gantoise avait pris fin, et que les éditeurs pouvaient déposer une épreuve définitive de leur journal entre cinq ou six heures du soir.

Nous n'avions que tout juste le temps de procéder à une mise en page hâtive, et l'on s'expliquera que dans ces conditions, notre premier numéro put renfermer tel ou tel article qui, sous le nouveau régime n'était plus de saison.

En effet, quand bien même les doléances recueillies le 7 octobre par le correspondant du journal hollandais eussent été fondées, — ce qui n'est aucunement établi — l'heure est mal choisie pour les réprimandes. Ainsi que nous l'écrivions dans notre numéro de dimanche dernier, le patriotisme nous commande à cet égard la plus stricte abstention.

Au surplus — et nous en avons acquis la preuve ultérieurement — les réserves dont nous avions souligné le résumé documentaire du *Nieuwe Rotterdamse Courant* se justifient de tout point. L'éloge que le journal hollandais fait du soldat belge est assurément exact, et c'est ce qui nous avait incité à recueillir ce témoignage, que nous reproduisons ici avec fierté :

« S'il faut un homme décidé pour quelque entreprise dangereuse, aussitôt vingt-cinq se présentent. Le Belge est plus courageux ; il a de la bravoure. Non seulement il expose sa vie, mais il sait la faire avec un art réel. Il y a des actes de courage et d'héroïsme qu'on ne saurait sans un frémissement. Pourtant les hommes pathétiques sont rares ; les Belges savent mieux faire de l'esprit et s'amuser volontiers à rire de tout. »

Empressons-nous d'ajouter que ces hommes sont commandés par des officiers dignes d'eux, et que ces officiers jouissent non pas seulement de la confiance, mais de l'affection de leurs hommes.

On a vu, dans les tranchées de Liège et ailleurs, les soldats pressant leur officier de prendre leur capote et leur shako, pour dissimuler les insignes de son grade, qui le désignaient au tir des Allemands.

On a vu d'autre part des officiers, affamés eux-mêmes, refuser, comme s'ils étaient rassasiés déjà, le petit repas de fortune que tel ou tel de leurs hommes était parvenu à dénicher à leur intention. Ils voulaient que les hommes fussent nourris d'abord. S'il n'y en avait pas assez pour tous, ils abandonnaient leur part.

Et ceci explique cela.

Notre corps d'officiers a payé à la patrie un tribut formidable sur tous les champs de bataille. Par son sacrifice, il a immortalisé le drapeau. La mémoire de ceux qui sont tombés, l'honneur de ceux qui survivent, ne sauraient être diminués par la défaillance problématique de tel ou tel, moins encore par un potin. Nos « grognards » seraient les premiers à se redresser en protestant si quelqu'un prenait trop au sérieux leurs blagues de caserne, qui n'épargnent personne. Les grognards du premier empire, parmi lesquels figuraient pas mal de Belges, ne ménageaient même pas leur « petit caporal ». Et pourtant !...

Sans doute, nous aurons à réorganiser bien des choses, à profiter des sanglantes leçons de la guerre, mais sur un point tout au moins il y aura unanimité d'un bout à l'autre de la nation, c'est que la valeur et l'abnégation de notre armée, acquise à la Belgique un renom digne d'envie, que les combattants de 1914 laissent à leurs fils un patrimoine d'exemples à jamais mémorables.

LA GUERRE EN FRANCE et en Belgique

Communiqué officiel français

Paris, 3 octobre (Reuter) 3 heures :

A notre aile gauche, l'ennemi semble avoir évacué entièrement la rive gauche de l'Yser, sous Diksmuide. Des troupes alliées, qui étaient en reconnaissance sur les routes de la région inondée, ont pu récupérer sans grandes difficultés les passages au-dessus de l'Yser.

Nous avons fait des progrès remarquables au Sud de Diksmuide et du côté de Gheluvelt (Est d'Ypres) ainsi que dans la région au Nord de la Lys. Malgré des attaques violentes de forces nombreuses de l'ennemi, notre front a maintenu ou reconquis partout ses positions.

De nouvelles attaques allemandes contre les faubourgs d'Arras, Libons et Quenoy en Santerre ont échoué.

A notre centre, nous avons eu quelques avantages dans la région de l'Aisne et à l'est de la forêt de l'Aigle. Nos troupes, qui se trouvaient sur les versants des hauteurs, au Nord des communes Chavonne et Soupir ont dû se retirer dans la vallée, puis à l'est. Nous avons conservé nos positions, à la rivière au-dessus de Bourg et Comin.

En Argonne, de nouvelles attaques allemandes ont été repoussées.

Au nord-ouest de Pont à Mousson nous avons continué à progresser.

A notre aile droite, il y a eu quelques opérations locales favorables exécutées par nos troupes, le long de la Seille.

Paris, 3 novembre (Reuter), 11 heures du soir :

« Les informations reçues ce soir concernent la région au nord-est de Vailly (à l'Aisne), où nous avons reconquis Ferme de Metz, grâce à une contre-attaque ; elles concernent également la région de Four de Paris et St-Hubert en Argonne où nous avons repoussé une attaque allemande et gagné également du terrain.

Paris, 4 novembre (Vaz Diaz). — Communiqué officiel de 11 heures du soir :

La situation est presque inchangée dans le nord. Nous avons gagné quelque terrain dans la direction de Messine. Sur différents points du front, surtout dans le voisinage de Lens, entre la Somme et l'Ancre en Argonne, dans la forêt d'Aprémont, de violentes canonnades ont eu lieu sans produire cependant d'importants résultats.

Communiqué officiel allemand.

Voici en extenso, d'après un télégramme Wolff, le communiqué officiel allemand du 3 novembre — midi — que nous avons donné d'après un résumé de l'agence Vaz Diaz, dans notre précédent numéro :

« L'inondation au Sud de Neuport rend toutes opérations militaires impossibles, dans cette région. Les champs ont perdu toute valeur, pour un long temps. A certains endroits, les eaux ont atteint plus que hauteur d'homme. Les troupes allemandes se sont retirées de la région inondée sans perdre un homme ou un cheval, sans y laisser un canon ni véhicules. »

« Nos attaques contre Ypres avancent. Nous avons capturé au-delà de 2,300 hommes, pour la plupart anglais, ainsi que plusieurs mitrailleuses. »

« Dans la région à l'ouest de Roye se livrent de violentes batailles, qui entraînent de nombreuses pertes des deux côtés, mais qui n'ont pas amené de modifications de situation à cet endroit. »

« Dans un combat de village nous avons perdu deux cents hommes (manquants) et deux canons. »

« Nos attaques à l'Aisne, à l'est de Soissons, ont eu du succès. Malgré la résistance vigoureuse de l'ennemi, nos troupes ont emporté d'assaut différentes positions solidement retranchées, et occupé Chavonne et Soupir. »

« A cette occasion nous avons capturé plus de 1,000 soldats français, ainsi que trois canons et quatre mitrailleuses. »

« A proximité de la cathédrale de Soissons les Français mirent en position une batterie d'artillerie lourde. Le poste d'observation de cette batterie était établi sur la tour de la cathédrale. Il est inutile de dire quelles conséquences parvint à causer, — si souvent qu'une ligne de conduite fixe est suivie — l'ennemi. »

« Entre Verdun et Toul, différentes attaques des Français ont été repoussées. Une partie des troupes françaises portaient, à cette occasion, des manteaux et casques allemands. »

« Dans les Vosges, aux environs de Markirch (St-Marie-aux-Mines), nous avons repoussé une attaque française. Les troupes allemandes y exécutèrent une contre-attaque. »

Berlin, 4 novembre (Wolff), au matin :

« Les attaques contre Ypres, au nord d'Arras et à l'est de Soissons avancent lentement, mais sont couronnées de succès. »

« Au sud de Verdun et dans les Vosges, les attaques françaises ont été repoussées. »

Rectification

Dans notre numéro de mercredi passé nous écrivions sous le titre : « Communiqué officiel allemand » :

« Berlin 31 octobre (Wolff). — Notre armée s'est emparée hier, en Belgique, de Ramscapelle et Dixschoten. »

Nos lecteurs auront compris la signification de ce point d'interrogation. La localité Dixschoten n'existant pas, il fallait supposer qu'il était question d'une commune dont le nom avait été mal orthographié. Il doit s'agir de Bixchoote, au sud de Diksmuide, à quelques kilomètres de Langemark.

Sur le front oriental

Communiqué officiel allemand

Berlin, 8 novembre (Wolff) officiel :

Sur le terrain oriental, les événements sont encore dans la phase du développement. Il n'y a pas eu de rencontres.

En s'éloignant d'un pont, destiné à être dynamité, les troupes russes appartenant au premier corps Sibérien ont obligé des civils à marcher devant le front.

Sur le front Polonais.

Berlin, 3 novembre (Wolff), matin :

« Sur le terrain oriental de la guerre, il ne s'est rien passé qui mérite d'être signalé. »

EN TURQUIE.

Le bombardement des Dardanelles.

Frankfurt s/Mein, 3 novembre (Wolff). — La *Frankfurter Zeitung* reçoit de Constantinople, la nouvelle suivante :

« Ce matin, au lever du soleil, une escadre franco-anglaise, composée de neuf navires, a commencé, à une distance de quinze kilomètres, le bombardement des forts des Dardanelles. Les forts turcs ont répondu au feu des navires ennemis ; celui-ci a duré vingt minutes, sans causer le moindre dommage. »

La Turquie et les puissances

On dément que l'ambassadeur de Turquie à Londres ait reçu ses passeports. Son excellence a eu une longue entrevue mardi matin avec Sir Edward Grey au Foreign Office. Par contre, Tarkis Bey, second secrétaire à l'ambassade, s'est retiré du service diplomatique turc.

On dit aussi que le grand-vizir aurait fourni des explications au Foreign Office, au sujet des opérations turques dans la Mer Noire.

D'autre part, une dépêche de Pétersbourg annonce que l'ambassadeur turc a reçu ses papiers et a quitté la Russie.

Il est possible que les ambassadeurs de la Triple-Entente auprès de la Porte aient simplement quitté Constantinople parce qu'ils n'étaient plus à même de communiquer télégraphiquement avec leur gouvernement.

Londres, 5 novembre. — L'ambassadeur turc à Londres a quitté l'Angleterre aujourd'hui. On s'attend aujourd'hui à une déclaration de guerre officielle.

Remaniement ministériel en Turquie.

Berlin, 3 novembre (Norden). — A Constantinople on a fait connaître officiellement que les ministres Oskan Effendi (des postes et télégraphes), Machmoed pacha (travaux publics) et Soleiman Effendi (commerce et agriculture) ont démissionné.

Le gouvernement turc en considération des circonstances a rappelé ses ambassadeurs de St-Petersbourg, de Paris et de Londres.

Le Combat naval dans la Mer Noire.

Un télégramme particulier de Constantinople au *Berliner Tageblatt* décrit comme suit les hostilités russo-turques dans la Mer Noire :

« Mardi, la flotte turque entra dans la mer Noire pour manœuvrer. Mercredi le « Barbaros », le « Tur-gout Neis » et quelques torpilleurs rentrèrent dans le Bosphore. Le « Goben » et le « Breslau », accompagnés de contre-torpilleurs, continuèrent la manœuvre dans la Mer Noire. Jeudi matin, la flotte turque aperçut à l'horizon deux vaisseaux russes et trois torpilleurs qui s'engageaient rapidement vers le Bosphore. La flotte turque de la Mer Noire alla à la rencontre des vaisseaux russes. Ces derniers ouvrirent le feu de leur artillerie sur les petits torpilleurs qui venaient en tête. Après une canonnade réciproque d'une demi-heure, le pose-mine « Pruthi » (5,000 tonnes) sombra. Un contre-torpilleur (1,000 tonnes) fut gravement endommagé ; un transport de charbons capturé. La flotte turque sauva 5 officiers et 13 hommes qu'elle amena prisonniers à Constantinople. »

Les contre-torpilleurs russes s'apprêtèrent à la retraite, tout en canonnant sans cesse. La flotte turque commença alors la poursuite et arriva près de Sébastopol qui fut bombardé. Puis la flotte se dirigea vers Novo Rossisk et Odessa, où 50 tanks de pétrole, 14 transports de troupes et beaucoup d'entrepôts de blé et la station Marconi furent détruits.

« Près d'Odessa les torpilleurs turcs rencontrèrent encore le grand croiseur russe « Sinope », un croiseur de la flotte volynienne de la Mer Noire, ainsi que 5 autres croiseurs. Des prisonniers russes reconnurent qu'ils avaient été détachés pour déposer des mines dans le Bosphore. »

Voici, d'après une dépêche de source turque adressée à la *N. Freie Presse* :

« 5 vaisseaux de guerre russe coulés ainsi que 10 transports. Sur ces derniers ne se trouvaient pas moins de 1,700 mines, qui devaient être immergées dans la Mer Noire. »

SERBIE ET TURQUIE.

Londres, 5 novembre (Vaz Diaz). — Un accord diplomatique entre la Serbie et la Turquie est en élaboration. En Bulgarie et en Grèce, règne une grande activité militaire.

Constantinople, 3 novembre (Wolff). — La rupture des relations diplomatiques entre la Turquie et la Serbie a été une conséquence de la présentation, par l'ambassadeur serbe, d'une note à la Porte, dans laquelle était communiqué que le gouvernement serbe avait fait connaître à son ambassadeur que les relations diplomatiques étaient considérées comme interrompues et qu'il importait de demander des passeports pour le personnel de l'ambassade serbe.

EN BULGARIE.

Une dépêche reçue à Londres de Dedeaçats (Port bulgare à la mer Egée) que l'autorisation de quitter a été retirée à 300 sujets anglais résidant en Turquie.

Etat de siège en Egypte.

Le Caire, 3 novembre (Reuter). — Le général Anglais Maxwell a pris en main la direction militaire du pays et a décrété l'état de siège.

Un Khédive nommé par les Anglais.

Frankfurt, 4 novembre (Vaz Diaz). — Suivant la *Gazette de Francfort*, le prince Houssein Kamel, oncle du khédive et fils de l'ancien khédive Ismaïl pacha, a été nommé khédive d'Egypte par les Anglais. Son fils a été nommé ministre de la guerre. C'est la première fois que les Anglais nomment eux-mêmes le khédive.

Dans le monde musulman.

Londres, 3 novembre (Reuter). — Le Aga Chaz, primate religieux des Mahométans à Khoya a fait savoir à tous les musulmans de l'Empire britannique que le gouvernement turc n'a pas agi dans l'intérêt de l'Islam et qu'il est de leur devoir de rester fidèles au gouvernement Anglais.

Bombardement d'Akaba par un croiseur anglais.

Londres, 3 novembre (Reuter). — Le secrétaire de l'amirauté communique :

« Le croiseur « Minerva », en arrivant à Akaba, presqu'île du Sinaï, près de la frontière turco-égyptienne, a trouvé cette ville occupée par des soldats, dont l'un lui parut être un officier allemand, et par des indigènes. La « Minerva » a commencé à bombarder le fort et les troupes. Lorsque la ville eut été évacuée par la garnison, une section fut débarquée, qui détruisit les casernes, le bureau des postes et les dépôts. L'ennemi a subi quelques pertes ; du côté anglais il n'y a pas de pertes. »

Constantinople, 3 novembre (Wolff, officiel). — La flotte anglaise a bombardé le 1^{er} novembre Akabah, à la frontière égyptienne, puis a fait une tentative de débarquement. Après que 4 anglais eussent été abattus, les autres retournèrent à bord des navires.

Malgré les milliers de grenades lancées par les anglais, nous n'eûmes qu'un gendarme tué.

Berlin, 4 novembre (de source allemande). — Le croiseur anglais « Minerva » a bombardé le port arabe Djeddah.

A BASSORAH.

Londres, 3 novembre (Reuter). — Le bureau officiel de la Presse publie un télégramme du consul anglais à Mohammerah (Perse), où il est annoncé que le consul et plusieurs négociants anglais ont été faits prisonniers à Bassorah par les Turcs.

La situation stratégique de la Russie à la Mer Noire

Dans la guerre russo-turque, il faut s'attendre en premier lieu à des opérations navales dans la Mer Noire. C'est donc la défense navale et la défense des côtes qui ont la plus grande signification.

La flotte russe de la Mer Noire se compose en ce moment de cinq bateaux de ligne, deux croiseurs cuirassés, deux croiseurs sans cuirasse, 17 torpilleurs, 17 contre-torpilleurs et cinq sous-marins.

En ce qui concerne la côte, la Russie ne possède en territoire européen que trois ports en eau profonde, Odessa, Féodosia et Sébastopol, dont le dernier célèbre par le siège d'il y a 60 ans, est fortifié et sert de base pour la flotte navale.

Féodosia, qui a été bombardée récemment par un croiseur turc, est à 100 k. de l'entrée de la mer d'Azov, sur la côte méridionale de la presqu'île de Crimée. A cette entrée même est le port de commerce Kertsch, avec la vieille forteresse de Ienikala, à 12 k. vers l'ouest, et la forteresse moderne Pank, à 8 k. vers le S. E.

Parmi les forts de la côte, il faut mentionner aussi les forts d'Otschalow et de Kiburn (qui fit parler de lui dans la dernière guerre russo-turque).

Sur la côte du Caucase, il y a les ports de Novorossisk, Poti et Batoum.

La frontière russe du côté de la Turquie est protégée par de hautes chaînes de montagne et par la forteresse de Kars, qui fut enlevée aux Turcs, en 1878, après un siège fameux.

Moins protégée est la frontière du côté de la Perse, entre d'Ararat et la mer Caspienne. En ces dernières années pour la défense de cette frontière, la Russie a construit des forteresses dans les provinces du nord de la Perse, qu'elle occupe.

La situation de ce côté pourrait être critiquée pour la Russie, en cas de coopération entre la Turquie et la Perse. C'est pourquoi il faut s'attendre à ce que la Russie prenne l'offensive dans ces parages.

Le siège de Tsing-tao.

L'Etat-major général japonais adresse le communiqué officiel suivant aux légations étrangères :

« Les forces qui investissent Tsing-Tao ont été chassées le 28 septembre, l'ennemi des avant-postes, se sont occupés ensuite à préparer leurs positions pour les opérations du siège et à installer leur lourde artillerie. »

Au 31 octobre, au lever du jour, l'artillerie commença avec ensemble le bombardement, tandis que nos vaisseaux de guerre concentraient leur feu sur les forts ennemis.

Le fort Jits, à l'est, et le fort Sjabanjan, qui couvraient l'aile droite de l'ennemi, ont été rapidement détruits, on s'aperçut que dans la ville de Tsing-Tao les quartiers confinant au débarcadère, ainsi que les tanks d'huile, brûlaient.

L'ennemi a riposté faiblement à notre feu. »

Le *Frankfurter Zeitung* annonce qu'un parlementaire japonais ayant demandé la reddition, le gouverneur de Kiau-Tseu a envoyé en réponse un télégramme sans fil au vaisseau amiral. Toutefois l'amiral Kato a interdit la communication sans fil avec les allemands et exige une réponse écrite.

Berlin, 4 novembre (Vaz Diaz). — Suivant des nouvelles de Chine, l'artillerie allemande à Tsing-Tao a détruit tous les retranchements japonais. Par ce fait, pour un temps indéterminé, toute attaque des japonais est rendue impossible.

Voici, d'après une correspondance de Shanghai au *Standard*, et qui date de quelques semaines déjà, comment les allemands ont organisé la défense de Tsing-Tao :

« Tsing-Tao est défendue par environ 6,000 hommes, dont 2,500 réservistes. Les troupes comprennent deux compagnies de mitrailleuses, un détachement d'artillerie de campagne, cinq compagnies d'artillerie de marine, cinq cents hommes de l'artillerie de la garnison, un escadron de cavalerie et une compagnie de pionniers. Le port a été miné ainsi que ses approches. Sur terre toutes les précautions ont été prises pour rendre la position aussi forte que possible. La ligne

extérieure de défense se trouve à Hiki-Kan, à environ 25 kilomètres de Tsing-Tao.

La seconde ligne de défense n'a environ que 5 kilomètres de long. Elle s'étend à 7 ou 8 kilomètres de la ville. En dehors de cette ligne se trouve une plaine qu'on a débarrassée de tous les arbres et de tous les obstacles qui la couvraient. Elle est dominée par des collines situées sur une seconde ligne et sur laquelle sont placées des batteries d'artillerie. Les collines, Bismarckberg, Hilsberg, Molikberg sont bien protégées ; leurs pentes sont couvertes de réseaux de fils de fer barbelés. En outre, tout le terrain environnant a été récemment inondé, ce qui rend très difficile le transport d'artillerie lourde et les mouvements d'infanterie. Le service médical a été organisé avec un soin minutieux. Tous les hôtels de la ville ont été convertis en hôpitaux. »

EN MER

Croiseurs allemands dans le Pacifique

Santiago (Chili), 3 novembre (Reuter). — Les navires « Scharnhorst », « Gneisenau » et « Nürnberg » sont arrivés ici et ont été visités par l'ambassadeur et le consul allemands. Les croiseurs se ravitaillent. On croit qu'ils partiront cette nuit à la poursuite d'un navire anglais, parti de Coquimbo pour Valparaiso.

Dans la Mer du Nord.

Un sous-marin anglais coulé.

Londres, 3 novembre (Reuter). — Ce matin, le canonnière « Halcyon », en service de garde-côtes, a été attaqué par une flottille allemande. Un homme de l'équipage de l'« Halcyon » a été blessé. Après que celui-ci eut donné avis de ce qui se passait, des opérations de flotte eurent lieu qui amenèrent la retraite des navires allemands. Ils furent suivis par des croiseurs légers anglais, qui ne réussirent toutefois pas à engager la bataille avec eux avant le crépuscule.

Un croiseur allemand, qui fermait la marche de la flottille, sema quelques mines au cours de la retraite : le sous-marin anglais le D. 5. fut coulé de ce chef. Deux officiers et deux marins, qui étaient sur le pont, purent être sauvés.

La fermeture partielle

de la Mer du Nord.

Voici, à titre documentaire, la substance de la déclaration de l'Amirauté Anglaise :

« Des mines ont été posées sur la route principale d'Amérique à Liverpool, via la cote-nord d'Irlande. Ce considérant, l'Amirauté Anglaise a décrété les mesures suivantes :

« Toute la mer du Nord doit être considérée comme termin militaire. Dans cette région les vaisseaux de commerce de tous pays, bateaux de pêche et autres sont exposés à de sérieux dangers par suite des mines et aussi des navires de guerre qui recherchent les navires suspects. Il importe que les navires de commerce et de pêche ainsi avisés se conforment strictement aux prescriptions de l'Amirauté. »

« Toutes démarches seront faites pour faire parvenir ces prescriptions aux pays neutres et aux bateaux en mer ; ils seront avertis que ceux qui dépassent la ligne allant du Nord des Hébrides vers les Farøes vers l'Islande, voyageront à leurs propres risques et périls. »

« Aux navires de tous pays qui désirent se livrer un commerce en Norvège, dans les eaux de l'Est en Danemark et Hollande, on conseille, s'ils pénètrent par le Canal anglais, de se rendre par Douvres. On leur y indiquera la route pour naviguer en sécurité, — pour autant que cela dépend de l'Angleterre — par la côte est de l'Angleterre jusqu'aux îles Farøes (près de la frontière écossaise). On pourra, si c'est possible, leur indiquer ensuite la route praticable vers le plateau de Lindesnes (sud de Norvège). A partir de là, ils devront si près qu'il est possible longer la côte. »

« En sens contraire, c'est la même route qui doit être gardée. En suivant ces prescriptions les navires de commerce de toute nationalité pourront atteindre leur destination en toute sécurité, pour autant que cela peut dépendre de la Grande-Bretagne. Toutefois, si on s'écarterait, ne fût-ce que de quelques milles, de la route indiquée, ils s'exposeraient aux pires catastrophes. »

On mande de Londres que ces prescriptions de l'Amirauté n'ont aucun rapport à la navigation entre la côte anglaise du Nord et les ports de Hollande. Elles se rapportent seulement aux eaux situées entre la Norvège et l'Ecosse. Le commerce Hollandais n'en subira aucun préjudice.

Convention austro-russe.

Vienne, le 5 novembre. — La « Correspondance Politique », mande que par l'intermédiaire de l'ambassade espagnole à Vienne, une convention a été signée entre l'Autriche-Hongrie et la Russie pour le départ de leurs sujets respectifs qui séjourneraient encore dans ces deux pays.

Ces sujets pourront partir à l'exception de ceux qui sont officiers et des hommes dont l'âge est compris entre 17 et 45 ans.

Incident belgo-mexicain

Le ministre des affaires étrangères à Mexico a remis ses passeports au ministre de Belgique par le motif, dit une dépêche, que celui-ci aurait adressé des notes peu respectueuses au gouvernement mexicain au sujet de ses opérations quant aux lignes de la Mexico Tramway Company, entreprise belge.

Réfugiés et blessés belges en Angleterre

EN SUISSE.

Berlin, 4 novembre. (Source allemande). — Le Comité directeur du parti socialiste au parlement suisse, ayant le « Vorwärts » pris le président fédéral d'entendre avec les nations neutres au fins de faire des efforts en vue d'un armistice. Le président fédéral aurait fait une promesse dans ce sens.

Les conséquences économiques de la guerre, en Hollande.

Au cours d'une réunion de la Fédération des Journalistes, à Rotterdam, le professeur Bruins, recteur de l'Université hollandaise du Commerce, a traité des conséquences économiques de la guerre, en Hollande. L'orateur a distingué deux ordres de conséquences. D'abord celles qui sont spécialement en rapport avec la situation de guerre et se font sentir, immédiatement et de façon aiguë; ensuite les conséquences, qui se déclarent bien des à présent, mais dont l'influence sera surtout sentie après la guerre.

Parmi les premières, il faut signaler d'abord la situation financière. C'est l'arrêt complet, par suite de la paralyse de l'argent. L'orateur a souligné le danger de la multiplication des modes d'échange, billets de banque compris, pour les nations belligères spécialement. Il a exposé la nécessité de transformer les dettes flottantes, provisoirement, en emprunts.

Une seconde conséquence de la situation est la fermeture, partout, des Bourses d'effets. Mais il y a une chose plus importante: c'est l'arrêt complet de la circulation mondiale avec toutes ses conséquences proches et lointaines, pour les nations en guerre, mais aussi pour toutes les nations neutres.

Que la guerre présente-elle isoler l'Allemagne dans la circulation internationale, la chose était certaine et la politique commerciale allemande de ces derniers temps en donnait l'impression.

Mais même, pour ce qui est de l'Angleterre dont le Gouvernement prit des mesures si sévères, l'Amérique et d'autres pays neutres, nous observons également combien la vie économique des pays modernes est tributaire de la circulation mondiale.

L'orateur a montré l'influence des faits pour le consommateur, ensuite pour le producteur. Ce qui rend les conséquences plus tôt sensibles c'est la tendance du petit commerce à limiter ses dépôts, et celle de l'industrie à limiter ses matières premières.

Parmi le second ordre de conséquences, M. Bruins cite la destruction du capital. Au point de vue exclusif social, l'orateur estime que, malgré l'évidence de l'importance de cette destruction, on tend encore généralement à l'écarter. On souligne trop, en effet, le recul des possibilités particulières; stuprés de quoi les transformations dans la classe des rentiers jouent également leur rôle, ainsi qu'une foule de circonstances qui auront leur influence sur la modification des prix et des barèmes de salaires.

L'orateur s'est aussi occupé des budgets militaires et il croit à une augmentation irrémédiable des dettes d'Etat. Il termine par l'exposé de quelques effets moraux.

Ecoles belges en Hollande.

Le Comité belge à Middelburg a organisé une école en cette ville à l'intention des enfants des réfugiés.

Secours danois.

Le Comité néerlandais pour le secours aux réfugiés a reçu le montant des sommes recueillies pour les journaux danois de Copenhague, soit 25.000 couronnes, recueillies par le journal « Tidende », et 1000 couronnes comme premier secours envoyé par le journal « Raden Amtar ».

La couronne danoise vaut 133 fr.

Emprunt de guerre en Hollande.

L'opposition, dans les cercles parlementaires contre les projets du Gouvernement en vue d'un emprunt à long terme pour couvrir les frais de guerre, devient chaque jour plus forte. Non seulement les socialistes et les démocrates-libéraux, mais aussi la majorité de l'Union libérale et du parti catholique gouvernemental sont plutôt partisans du projet du Dr. Bos. Celui-ci préconise de résoudre les difficultés financières par un impôt de guerre payable en quelques années. Comme le plan gouvernemental n'est pas encore complètement sur pied, on croit qu'il n'est pas improbable que les nouveaux projets aient une certaine influence.

Chez les soldats internés en Hollande.

M. G. Cooreman a visité mardi le nouveau dépôt d'internement pour soldats belges, à Zeist. MM. le comte de Baillet-Latour, sénateur, Van Cauwelaert et Weyermans, députés, l'accompagnèrent.

Mercure, MM. Cooreman et P. Heymans se sont embarqués pour Londres et Le Havre.

Le nouveau camp de Zeist est aujourd'hui à moitié terminé. 6.000 soldats belges, précédemment internés sous des tentes à Amersfoort, y ont été amenés, lundi. Le camp de Zeist comprend toute une ville de hangars en bois, pouvant contenir chacun 250 hommes.

Des campements seront encore construits à Harderwijk et Oldebroek; dans trois semaines tous les soldats belges internés en Hollande — 31.000 hommes — seront logés dans leurs campements définitifs.

Les soldats belges qui avaient été internés à l'Académie royale militaire de Breda, ont été dirigés mardi dernier sur Harderwijk.

A Amersfoort on a notifié aux soldats belges internés que leurs lettres en destination de la Belgique, pouvaient être à nouveau envoyées sous pli fermé.

Des renseignements concernant des militaires blessés, malades ou internés en Hollande peuvent être demandés par écrit au « Informatiebureau van het Nederlandsche Rode-Kruis, Paleis Koninkrijk ».

Départ de militaires belges de Hollande.

Le ministre hollandais de l'Intérieur a fait connaître aux bourgmestres, par l'entremise des commissaires provinciaux de la Reine, quelle est la décision gouvernementale concernant les militaires belges ou autres qui quitteraient la pays:

« Il n'est pas possible, relativement aux étrangers et notamment aux belges, qui pénètrent en Hollande, de se renseigner s'ils appartiennent ou non à une armée des belligérants. Cette enquête est également impossible à la sortie de Hollande.

Il sera toutefois, conformément au droit des gens, pris des mesures contre un exode plus ou moins organisé de personnes, en tenue civile, résidant en Hollande et appartenant à l'armée belge, desquels aura une maison sérieuse de supposer qu'ils partent afin de rejoindre les armées alliées.

De l'avis du Conseil des ministres, telle chose doit être empêchée autant que possible, de même que toute tentative faite pour découvrir des militaires belges chez nous et leur fournir les fonds nécessaires pour rejoindre leur armée.

Le ministre a donné des instructions pour que des mesures soient prises dans ce sens.

Secours pour les réfugiés

Lundi sont arrivés d'Angleterre à Flessingue des fournitures de laine pour les réfugiés. Quelques dames anglaises se sont chargées de la répartition. Mercredi 230 réfugiés ont quitté Flessingue pour Anvers. 12.540 réfugiés ont passé par Roosendaal, passant en Belgique. A Flessingue, d'après ce qu'annoncé le *Posthoorn*, on a commencé à payer aux employés des postes belges, qui résident en grand nombre en cette localité, le paiement des traitements de septembre et d'octobre.

La première messe depuis quatre siècles

Les réfugiés belges ne sont pas restés dans le midi de la Hollande. Il y en a eu des colonies nombreuses dans le Nord, notamment à Zwolle

et dans les communes environnantes, notamment à Elburg, petit village de pêcheurs sur le Zuiderzee, où il n'y a plus eu de prêtre catholique depuis la Réforme.

Il existe encore à Elburg un ancien couvent de Ste-Agnès, qui est affecté à toute sorte d'usages profanes. Un Père Dominicain du couvent de Zwolle est arrivé dimanche, l'administration communale d'Elburg a mis l'ancien couvent de Sainte-Agnès à sa disposition. On a improvisé une petite église avec autel et pour la première fois depuis quatre siècles le Saint Sacrifice de la Messe a pu être célébré.

Un camp de réfugiés.

Roosendaal, 4 novembre, (Vav Diaz). — On est occupé à Roosendaal et le long de la frontière à installer des camps où seront concentrés les réfugiés belges pauvres, dispersés en Hollande.

Entre socialistes.

L'Humanité, du 25 octobre a publié une déclaration de la direction du parti socialiste français, où il est dit que cette direction s'est prononcée contre le déplacement du siège de l'Internationale de Bruxelles. Le parti français déclare que pendant la guerre, le bureau doit rester aux mains de ceux à qui il était confié avant la guerre. La direction, pour le surplus, est hostile à la convocation d'une conférence ou d'un congrès socialiste international. Cette décision a été communiquée aux directions hollandaise, suisse et américaine.

Le « Vorwärts » écrit à ce sujet: « Nous déplorons l'opposition des camarades français au déplacement du bureau, car les plus sérieux motifs militent en faveur de ce déplacement. Le bureau ne sait pas fonctionner en Belgique. Le bureau, pour répondre à son but, doit siéger dans un Etat neutre, dont la social-démocratie assumera les fonctions du bureau.

La situation à Anvers

Comme nous l'avons déjà dit, les trains neutres — Neutral treinen, disent nos bons voisins de Hollande — qui partent chaque jour de Roosendaal avec de nombreux voyageurs, jouissent d'un succès sans précédent sur cette ligne. Petit à petit les carrefours d'Anvers s'animent et reprennent un peu, chaque jour un peu plus, de leur vie intense de jadis. Dans les centres riches, l'ouverture de grandes maisons est encore événement sporadique, mais, quotidiennement, il y a regain d'animation. Sur toutes les lignes, les trains circulent; tous ou presque tous les magasins sont ouverts, y compris même les grands établissements Tietz, à la place de Meir. Le théâtre « Wintergarten » ouvre ses portes... jusqu'à huit heures moins le quart, le soir.

Toutefois, phénomène curieux, alors que de nombreux trains ne cessent d'amener des réfugiés de Hollande, certains habitants font des préparatifs pour regagner la Hollande. Une animation extraordinaire règne notamment à l'agare improvisée de Merxem. Bien souvent même les voyageurs dépassent de beaucoup le nombre de places disponibles.

Dans les premiers jours le voyage de Merxem à Essen était entièrement gratuit et de jeunes anversois passaient leur temps à faire des petits voyages « à l'œil ». Aujourd'hui, cette situation a changé. Tous les voyageurs, au départ de Merxem, doivent défrayer dans un kiosque où un employé allemand remet, contre paiement d'un franc, un billet portant « Palais de Glace d'Anvers, ticket d'entrée ». Provisoirement on se sert des tickets du Skating comme coupons de chemin de fer.

On se plaint surtout de la cherté de la vie. Pourtant, ce qu'on se procure déjà très facilement, c'est la bouillie de ménage. En face de Merxem, il y a même un dépôt où beaucoup de gens viennent faire leur provision gratuitement.

Fait digne de remarque, alors que la population anversoise elle-même reste, en partie, absente de sa ville, chaque jour il arrive un nombre considérable d'étrangers, notamment de touristes désireux de voir les effets du bombardement.

La difficulté des moyens de communication toutefois, entrave les voyages de plaisir. Pour les autos, p. e., il faut avoir un but évident, il faut pouvoir établir la nécessité matérielle du déplacement, sinon la kommandantuur vous refuse le laissez-passer qui met la voiture à l'abri des réquisitions.

La police anversoise a continué son service. Pour tant, — le *Tidings* l'assure — le nombre des vols et pillages dans les maisons inhabitées a pris des proportions inquiétantes.

De nombreux autobus anglais doivent être tombés aux mains des allemands, à en juger par le nombre de ces véhicules qu'on rencontre à tout moment, en ville. On a couvert d'une couche de peinture grise les réclames dont ils étaient ornés; ils ont revêtu une tenue de campagne.

Quant aux ouvriers et employés de la ville, ils ont été admis à reprendre leurs occupations, pour autant qu'ils se soient faits inscrire avant le 11 novembre. On imagine si dans les rues il y a de l'ouvrage.

On annonce que le service des eaux sera complètement réorganisé à brève échéance.

Au Jardin zoologique d'Anvers.

On a tant dit et tant écrit déjà, par rapport à la collection d'animaux du « Zoo » anversois, que nos lecteurs nous sauront gré d'y revenir un peu en détail et avec chance, croyons-nous, de tenir la vérité. Un rédacteur du « Maasbode » a procédé à une enquête, lui-même, et nous en fait part dans un article un peu long, que nous traduisons en le résumant.

L'auteur de l'article commence par dire, qu'à Anvers même, les avis des habitants étaient passablement contradictoires. En plein centre de la ville, il a interrogé deux personnes. L'une lui confia que même pas le plus petit canari n'avait souffert du bombardement; l'autre lui garantissait que tous les animaux, condamnés à mourir de faim, avaient été tués à coups de fusil. Il ajoutait qu'on évaluait la perte à plus de 100.000 francs (!) Il ne devait pas être très au courant du marché Zoologique.

Notre confrère est allé trouver le directeur du Jardin Zoologique lui-même; M. L'hœst, qui lui a donné toutes les informations désirables.

Lorsque le bruit courut, a dit M. L'hœst, d'un bombardement éventuel de la ville, nous avons vécu quelques heures indisciplinables. A chaque instant, des voisins anxieux du jardin venaient nous trouver pour nous informer si l'on n'avait pas encore abattu les fauves. Une bombe aurait pu détruire les cages, les animaux allaient se trouver en liberté et augmenter encore la terreur panique que l'annonce du bombardement avait suscité.

Nous calmâmes ces personnes, disant que toutes les dispositions avaient été prises.

Nous nous étions en effet, continua le directeur, préparés à la catastrophe. Seulement, nous avons été dupes de l'incertitude de la situation dans laquelle une presse trop optimiste nous avait entraînés. Nous avions déjà remis dans les cages les lions, tigre, panthère, et les ours, enfermés dans des cages que nous avions fait confectionner déjà longtemps auparavant, dans ce but. Notre intention était, une fois que le bombardement aurait apparu comme certain, de transporter les « fugitifs étrangers » aux jardins d'acclimatation d'Amsterdam et de Londres, où ils auraient certes reçu les meilleurs soins, et la meilleure hospitalité.

Par suite des nouvelles publiées, le voyage fut remis et remis encore, jusqu'au moment où il était trop tard. Voilà donc que nous avions à choisir, entre notre vil désir de conserver une collection de plus

précieuses et celui de ne rien permettre qui pût constituer un danger pour la sécurité des Anversois. Parmi les animaux, notons-les, un bon nombre, étaient nés et élevés au « Jardin ». Nous avons fait tuer, à coups de fusils dans leurs cages, lions, tigre, panthère, et ours. Ces animaux étaient au nombre de 25. La perte financière serait difficile à évaluer, par suite d'abord de ce détail que certains pensionnaires étaient chez nous, ensuite parce qu'il existe un marché de fauves. On peut estimer la vente à 30 ou 35.000 francs. Heureusement, il nous resta encore un superbe tigre de classe, une panthère avec un jeune, deux tigras et deux hyènes striées. Une seule bombe est tombée dans le Jardin Zoologique, sur le pavillon-volière où se trouvent les tortues géantes. Le pavillon a été défoncé, mais les tortues n'ont pas été touchées.

Le directeur continua: « La situation générale, bien plus que le bombardement, nous a été préjudiciable. Au cours des mois d'août et septembre, notre recette s'élevait régulièrement, pour les entrées, à environ 165.000 francs. La meilleure recette enregistrée journalière faite pendant ces mois, cette année, s'est élevée à 3.75 fr. (L'entrée est fixée à 1.25 fr. par personne).

Mais que restait-il plus tard de nos 10.000 membres? Nous aurions dû faire toucher, ces derniers jours, la seconde quittance semestrielle! Si nos fauves n'avaient pas été tués, peut-être bien aurions-nous été obligés de les voir mourir de faim plus tard. A ce moment, il aurait été matériellement impossible de trouver de la nourriture pour eux. Depuis la semaine passée nous cherchons en vain une couple de chevaux... D'ailleurs viande nous ne pourrions employer. Il serait inhumain d'en nourrir des animaux, alors qu'il en manque pour les habitants. Elle est d'ailleurs trop chère.

Notre confrère a fait une petite promenade dans le Jardin. Il y jouait déjà des enfants, mais les seuls visiteurs, en dehors d'eux, étaient des soldats allemands, qui venaient d'ailleurs visiter le Jardin gratuitement.

Réouverture des Ecoles à Anvers

Le collège des bourgmestres et échevins de la ville d'Anvers a décidé de rouvrir les écoles de la ville le 9 novembre prochain et de considérer comme démissionnaires les membres du personnel enseignant qui à cette date seront encore absents sans congé régulier.

Les réfugiés Anversois.

On annonce que la municipalité anversoise s'efforce chaque jour du nombre de réfugiés qui rentrent en ville. Tous les habitants qui reviennent doivent demander un passe-port, ou faire viser le leur, à Merxem. Les femmes et les enfants sont acceptés. Les listes dressées à Merxem mentionnent le retour de 4 à 5.000 anversois, par jour. Dimanche le total de la journée s'élevait à 6125.

Dans l'Est de la Belgique.

On annonce de Ruremonde au *Nieuwe Rotterdamse Courant* qu'à Maeseyck les fonctionnaires de l'administration des finances ont décidé à l'unanimité de continuer leur service sous l'autorité allemande. Cette décision a été prise, dit le *Nieuwe Rotterdamse Courant*, à la suite d'un avis reçu du Havre, qu'il n'y a pas obstacle à la reprise temporaire du service.

Une proclamation allemande affichée à Bree fixe comme suit le prix des denrées: froment, 30 fr.; seigle, 25 fr.; pommes de terre, 10 et 12 fr. Les négociants qui ne se conforment pas à ces chiffres seront rigoureusement poursuivis.

Une autre proclamation, signée du maréchal von Goltz proteste contre la légende d'après laquelle les soldats belges seraient obligés d'aller combattre les Russes. Au front russe, conclut la proclamation, sont envoyés exclusivement des Allemands.

Nos réfugiés au Sas-de-Gand

La lettre suivante nous est parvenue pendant les jours que notre journal n'a pu paraître. Nous ne résistons pourtant pas au désir de la publier, en témoignage de la grande charité de nos voisins hollandais:

Les événements de ces derniers jours ont amené en Hollande, et en particulier au Sas, un cortège interminable de fugitifs belges. Je les ai vus affluer venant surtout du Pays de Waes; les vieillards, aux visages consternés, menant à la main leurs petits-enfants sur qui semblait se concentrer toute leur sollicitude; je les ai vus les mères et les pères, la plupart en habits de travail, courbés sous le poids de gros paquets contenant ce qu'ils avaient pu sauver en hâte; je les ai vus nos petits, si nombreux en Flandres, les pieds ensanglantés par une marche longue et précipitée. J'en ai vu encore de poussière et pleurant de faim! Et si j'ai été touché à la vue de toutes ces misères, je n'ai pas moins été affecté de l'accueil cordial que les habitants du Sas font à leurs voisins. Les particuliers rivalisent de zèle et de dévouement. A chaque point, à chaque coin de rue de vaillants jeunes gens, d'alertes jeunes filles, portant le brassard orange, croisent et entrecroisent les passants, à la rencontre des fugitifs belges, pour les piloter, les amener soit dans les maisons particulières, soit dans des locaux spacieux et bien aménagés.

Depuis vendredi le Sas a reçu, logé et nourri des milliers de belges; nuit et jour le « Steuncomité » est sur pied. Trois grandes usines, forcées au chômage par l'arrêt économique résultant de la guerre, ont été merveilleusement appropriées. Nos belges y trouvent un logement sur des palissades avec couvertures, tandis que des dames leur servent le café, le pain et la soupe. Et nonobstant la pénurie des vivres, qui commence à se faire sentir, le comité soigne avec tout pour une alimentation lactée et abondante des petits enfants. Je m'en voudrais de ne pas signaler la noble conduite du capitaine Van Dieck, commandant la garnison du Sas. Cet officier sacrifie vraiment tout son repos pour le bien-être des malheureux. Un soir, bien tard, après une journée ardue, le capitaine était retourné avec son lieutenant à son logis, lorsque, à peine au lit, on vint le prévenir que quatre personnes étaient arrivées et se trouvaient sans gîte. Les officiers se levèrent, vinrent trouver le patron à qui le capitaine dit: « faites monter ces malheureux à nos chambres, nous coucherons sur les dalles ».

Il est évident que le Sas de Gand, ne comptant qu'un peu plus de deux mille habitants, ne peut recevoir tous ces pauvres gens. Le comité s'est donc abouché avec une société de navigation fluviale pour le transport gratuit vers le centre de la Hollande. Là encore nos belges indigents reçoivent gratuitement nourriture, vêtements et logement. Quant aux malades — il y a plusieurs accouchées et des cas de diphtérie — les enfants — ils sont évacués sur des dispensaires spéciaux où ils sont entourés de soins délicats.

Au moment où je vous écris, treize mille réfugiés sont annoncés, venant d'Axel, où tout le pays de Waes s'est réfugié, et où la population est menacée de famine. Le capitaine Van Dieck a requisitionné tous les bateaux et les trains pour le transport et tous les boulangers pour la cuisson du pain. Les hommes de la garnison servent avant tout au ravitaillement et à l'embarquement de nos compatriotes. Les provisions commencent à s'épuiser, il est grand temps que certaines denrées alimentaires viennent en Zélande du Nord et du Sud.

Pour nous, belges, cette abnégation des Hollandais est plus que significative. Et si nous sommes heureux de voir fraterniser en cette occurrence l'élément civil et l'élément militaire, si nous admirons l'organisation idéale du comité, dans lequel on retrouve les noms de Jacobs, Malotiaux et Stevens — nous puisons surtout une force et une union morale dans la vive sympathie nous rencontrons auprès de la population zélandaise.

Vivres pour la Belgique

Le Comité de secours pour les Belges en détresse a acheté en Angleterre plus de mille tonnes de vivres, dont 600 tonnes de farine, 300 de riz, 75 tonnes de pois secs, 25 tonnes de haricots. Ce

mont des marchandises qui sont arrivées à Rotterdam, comme nous l'avons dit, par le vapeur Coblenz, pour être dirigées de là vers les diverses régions de la Belgique.

Bourgmestres remis en liberté.

On se rappelle le procès des bourgmestres et secrétaires communaux des localités situées aux environs de Tongres, acquittés en conseil de guerre et en appel.

Ils viennent d'être mis en liberté, le 2 novembre, Berlin-Bruxelles.

Les premiers express d'Allemagne vers la Belgique viennent d'être organisés sur la ligne Berlin-Cologne-Aix-la-Chapelle-Bruxelles. Les correspondances extérieures sont limitées à l'Autriche et les pays neutres. Leur vitesse sera la même qu'en temps de paix.

La situation au Mexique.

La grande guerre en Europe a été faite de reléguer la question mexicaine à l'arrière plan. Quelques renseignements à ce sujet ne seront pas, croyons-nous une digression dénuée d'intérêt.

La ville de Vera Cruz, ville appelée par les mexicains « la cité quatre fois héroïque », pour les quatre sièges qu'elle eut à soutenir de la part des Anglais, des Français, et de deux reprises, des Américains, ressemble aujourd'hui à un champ d'exercices pour les Américains. Ceux-ci, d'après la déclaration faite le 16 septembre dernier, par le Président Wilson, allaient jeter promptement l'évacuer la ville; il semble à présent qu'ils aient l'intention arrêtée d'y tenir leur « Christ-mas-dinner ». Le calme le plus complet y règne et il ne faudrait pas s'en étonner, puisque les américains ont laissé sans abris un nombre de grands vaisseaux de guerre, assez important pour bloquer même un grand port européen.

D'ailleurs, l'affluence de soldats et de marins est restée importante; des sentinelles gardent les principales avenues et les édifices, des patrouilles ne cessent de circuler jusque dans les carrefours. En général, la conduite de ces soldats est bonne, surtout si l'on tient compte que les soldats sont des mercenaires de toutes nationalités. Des Allemands et des Autrichiens y traitent avec des Irlandais, des Russes, des Hollandais et des Belges; un certain nombre de soldats fréquentent avec fruit l'école primaire pour y apprendre au moins la langue de leur seconde patrie.

L'Amérique, au point de vue diplomatique, ne semble pas encore sur le point d'avoir trouvé une solution satisfaisante du problème mexicain. Cette solution, d'ailleurs, ne sera pas aisée, et en faisant la critique, il ne faut point perdre de vue, qu'à l'exception de rares confidents du gouvernement américain, personne ne sait mot de la situation. L'attitude du Président, son système « d'attendre patiemment » est inexplicable parce qu'on n'est pas initié.

On croit que la guerre européenne ne sera pas sans exercer une certaine influence sur cette attitude de Wilson, du fait qu'un conflit avec le Japon ou toute autre puissance rendrait impossible une intervention sérieuse des Etats-Unis en Mexique. Il faut comprendre par intervention sérieuse, une intervention par les armes. Les « Gringos » — c'est le nom que les mexicains donnent aux américains, — seraient hors d'état de s'installer à Mexico sans endommager quelque peu leurs uniformes.

Si Roosevelt avait été président des Etats-Unis, l'intervention armée serait probablement depuis longtemps déjà un fait accompli, et la prise de Vera Cruz, le 21 avril dernier, aurait été appelée de son véritable nom, et non comme actuellement une « occupation amicale ».

Une prise, où des centaines de soldats ont trouvé la mort, est bien en effet un acte de guerre. Les Américains ont trouvé préférable de lui donner une dénomination adoucie, de façon à trouver facilement, plus tard, un prétexte sérieux d'une éventuelle évacuation, de façon aussi à régler plus facilement toutes réclamations de nations étrangères ou de tous intéressés, auxquels la prise et l'occupation de Vera Cruz ont causé des préjudices financiers.

Le fait, que Huerta a été banni du Mexique, et qu'il régit un ordre relatif dans la république, serait maintenant pour M. Wilson un motif suffisant pour retirer les Américains de Vera Cruz. L'annonce en fut reçue le 16 septembre avec joie et enthousiasme. Cet enthousiasme est aujourd'hui beaucoup calmé. L'évacuation des non-involés étant restée jusqu'ici une illusion. Le président f. f. siège toujours dans la capitale, aux côtés de ses fidèles mais seuls généraux.

Villa, Zapata, et d'autres, de même que les partisans de l'ex-président Huerta, ne se sont pas encore réconciliés avec le nouveau régime. De temps en temps, les services du chemin de fer et de toutes communications par télégraphe ou téléphone sont tout simplement interrompus avec la ville de Mexico; le fait se produit à chaque déplacement de troupes, à chaque attaque des révolutionnaires.

Les pourparlers successifs entamés avec les chefs de l'opposition n'ont produit aucun résultat, tandis que la confiscation de la propriété privée, la révocation de militaires, de fonctionnaires publics, et les sévices contre le clergé et les personnes riches ont suscité bien des colères.

La situation financière

La situation financière est ce qu'il y a de plus désolant. Ainsi, le peso mexicain, qui valait précédemment 2.40 fr. n'en vaut plus actuellement qu'à peu près le quart. Le gouvernement fait des émissions, les unes après les autres, sans qu'il y ait la moindre garantie dans les coffres vides de l'Etat. Notons encore le fait que, sous le régime Huerta, de nombreuses banques avaient mis en circulation du papier-monnaie dont la contre-valeur n'existait ni en dépôts d'or, ni en dépôts d'argent. Il en résulte que ces billets sont, en grande quantité, sans la moindre valeur. On les accepte, conventionnellement, l'Etat les acceptant également pour les paiements en douane et contributions. Il suit de là, en fait, un cours forcé, quoique le Gouvernement, très sagement, n'ait rien décrété dans ce sens, de peur de devoir plus tard en réaliser la valeur. L'énorme exportation d'or et d'argent, sous la présidence d'Huerta, aussi bien en lingots qu'en monnaie, a considérablement appauvri le pays. Ces exportations le plus souvent étaient le fait de gens qui se sont expatriés, et ces sommes ne rentrent plus. Enfin, les bourgeois et les marchands se sont comme entendus pour retirer de la circulation tout l'or, l'argent, le nickel et le cuivre qu'ils ont pu, pour en faire des réserves colossales dans leurs coffres-forts, pour les enfouir bien souvent dans leurs jardins: la pénurie de petite monnaie est devenue une véritable calamité. Le commerce, qui se ressent déjà de la guerre européenne, souffre cruellement de cette situation financière, car tout le monde craint de se faire une réserve de billets de banque, qui pourraient, du jour au lendemain, perdre toute valeur.

Les réfugiés

Vera Cruz est la Suisse américaine, où les fugitifs viennent se réfugier. Ils s'y trouvent encore en sécurité, quoique beaucoup de ceux qui y sont actuellement aient peut-être bien quelque chose sur la conscience. Ils songent d'ailleurs, généralement, à se retirer à Cuba ou aux Etats-Unis, égarant que la main vengeresse de la Justice, qui a quelquefois, tel, 6 doigts pour 5, les met dans une position désagréable. Au Mexique en effet on estime que

les exécutions les sont plus économiques pour le Budget que les banissements ou les emprisonnements.

Le prix de la vie

La vie, à Vera Cruz surtout, est devenue coûteuse. Dans les hôtels on paie de 4 à 8 pesos par chambre, tandis que les pensions coûtent plus de 6 pesos par jour. Le chômage s'est accru, principalement parmi les travailleurs du port, où les arrivages de bateaux sont rarissimes, et parmi les ouvriers de fabrique par le fait que les exportations sont devenues impossibles. Cette situation, personne ne pourrait dire, après quatre années de sanglantes révolutions, si elle peut durer longtemps encore. On espère qu'elle cessera au plus tôt, pour ce beau et riche pays, auquel on souhaite le retour à la paix, à l'entente et à la collaboration de tous les citoyens. Que de sang inutile on a déjà versé, au Mexique, au nom du « patriotisme » et de la « libération » d'un peuple opprimé! Quoique venir le temps, où la nation mexicaine travaille, en paix, à son bien-être!

La Ville et la Province

Les Gardes civiques de Gand

Certains de nos lecteurs se montrent émus de l'invitation lancée par notre honorable bourgmestre aux gardes civiques de Gand et des faubourgs, de se faire inscrire avant le 10 novembre, dans la garde-bourgeoise destinée à coopérer avec la police locale, au maintien de l'ordre et de la tranquillité. L'émouvant que cette mesure a pour but de les signaler à l'autorité allemande, qui pourrait, en agissant, avoir l'intention de les attirer ultérieurement et de les considérer comme prisonniers de guerre.

Nous estimons que ces craintes sont vaines et qu'il y a pour les gardes un devoir à la fois moral et civique de se rendre à l'invitation de notre bourgmestre.

Il nous paraît évident que la prescription de M. Braun a été prise de concert avec l'autorité militaire allemande.

Une mesure aussi grave et qui touche la plupart des familles de la bourgeoisie, ne se prendrait pas si elle n'était autorisée par ceux qui tiennent aujourd'hui le pouvoir dans notre pays.

A notre avis, il est du devoir de tout bon citoyen de faire crédit à l'invitation de notre bourgmestre et d'avoir confiance dans son affirmation que l'appel adressé par lui aux gardes n'a d'autre but que de permettre la formation d'une garde bourgeoise. La police locale est probablement trop peu nombreuse et l'autorité locale désire-t-elle la renforcer.

Il est à remarquer que dans la plupart des villes occupées, comme à Liège, Louvain, Bruxelles, c'est la garde civique qui remplit le service de police. Nos gardes gantois ne voudraient pas faire moins que leurs collègues des autres villes. Ils ont trop le sentiment du devoir pour refuser un concours actif et dévoué à notre bourgmestre, chef de la police locale.

Bourse de commerce

La Bourse de Commerce étant occupée par les troupes allemandes, la Bourse se tient dans la salle des séances du Cercle Commercial et Industriel, qui n'est pas occupée le vendredi après-midi par le tribunal de Commerce.

La Bourse se tiendra en ce local tous les vendredis à partir de 2 h. après-midi. Les cartes d'abonnement devront être produites à l'entrée du cercle.

A Alost.

Une autorité alostoise a donné à un confrère local les renseignements que voici concernant la situation à Alost:

La grande majorité de la population est rentrée en ville. M. Van den Bergh fait fonctions de bourgmestre et M. le député Béthune est échevin.

L'approvisionnement est difficile. Il y a pénurie de farine et pour un seul jour il manquait 600 à 700 pains. La navigation étant entravée, à cause de la destruction du pont de Denderleeuw, les bateaux ne peuvent arriver jusqu'à Alost et les habitants sont forcés d'aller prendre leurs charbons à Ninove. On doit se procurer le pétrole en petite quantité à Gand.

Le chômage dans les fabriques est complet; mais leurs administrations donnent les uns un secours de 1 fr. par jour aux hommes et 50 cent aux femmes, les autres la soupe aux familles ouvrières.

Néanmoins, la ville doit secourir un grand nombre d'habitants dans le besoin. On distribue en moyenne 35000 pains par semaine, ainsi que des pommes de terre, mais la farine est mélangée de fécule de pommes de terre.

Le « Volksstem » paraît sous le contrôle allemand. Pour se rendre de Gand à Alost il faut prendre le train jusqu'à Melle, puis de là aller de pied jusqu'à Oordegem où un tram à vapeur vous conduit à Alost. La population Alostoise est très reconnaissante aux ff. de bourgmestre et d'échevin ainsi qu'à l'administration communale de la ville de Gand, pour l'aide reçue.



On nous prie d'annoncer le décès de

MADAME

Veuve Guillaume VANHOUTTE

née Joséphine-Mathilde DESCHLINS

décédée à Gand dans sa 69^e année

DÉCLARATION DU COLLÈGE au sujet des événements de guerre

(Suite et fin)

Le dimanche 6 septembre, notre service de renseignements nous avertit que des troupes allemandes se dirigeaient vers Quatrecht. Un poste assez important de soldats belges et de gardes civiques était établi à Melle. Après une reconnaissance, les Allemands rebroussèrent vers Oordgeem. Le lundi 7, au matin, nous fûmes avertis que les troupes allemandes assez importantes venaient de Schellebelle, se dirigeant vers Quatrecht.

Ces troupes vinrent à Melle en contact avec la poste des soldats belges. Un engagement sérieux, au cours duquel il y eut des morts et des blessés, eut lieu à proximité du passage à niveau de Quatrecht.

Sur ordre de l'autorité militaire belge, le combat cessa vers 15 heures et nos troupes se retirèrent en bon ordre. En même temps, toutes les troupes de l'armée et la garde civique, casernées à Gand, quittèrent la ville. Il n'y avait donc plus, à partir de ce moment, de force armée dans nos murs.

Tout le monde s'attendait ce lundi soir à voir les Allemands, qui étaient en nombre du côté de Melle et Oordgeem, faire leur entrée en ville.

Le Collège avait décidé d'attacher leurs délégués à l'Hôtel-de-ville. Vers 16 h. 30, nous fûmes avertis que les Allemands n'avançaient plus, n'avaient pas dépassé Melle et rebroussaient vers Oordgeem.

Le Conseil communal se réunissant à 17 heures pour recevoir, comme les autres lundis, communication des mesures prises par le Collège. On était persuadé que l'arrivée des troupes allemandes aurait lieu le lendemain.

Au cours de la séance, l'on vint annoncer au bourgmestre qu'un émissaire, envoyé par l'état-major allemand, demandait à lui parler immédiatement.

Cet envoyé était un chasseur à cheval de la garde civique de Liège, M. Visser, qui avait été fait prisonnier le jour même par les allemands, entre Meirlebeke et Bouteleare. Il était chargé de remettre de la part du général von Boehn, commandant des troupes allemandes devant Gand, deux lettres ouvertes adressées, l'une au bourgmestre de Gand, l'autre au Général commandant la garde civique de Gand.

Le Général de la garde civique n'étant plus à Gand, la lettre lui adressée ne put lui être remise.

Le bourgmestre rentra en séance du Conseil et donna lecture de ces deux lettres.

En voici le texte :

A Monsieur le Bourgmestre de Gand,
J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis arrivé devant Gand avec de très fortes forces, surtout avec une artillerie nombreuse, composée spécialement d'une forte artillerie de siège de gros calibre.

J'ai reçu des informations qu'on a de nouveau armé la garde civique se trouvant à Gand. J'en conclus qu'en avançant sur Gand, j'aurai à compter sur une résistance armée de la part de la garde civique et probablement, d'après mes expériences des derniers jours, aussi de la population. Je n'ai nullement l'intention de me battre avec de paisibles bourgeois.

La guerre doit être exclusivement faite d'après les lois usuelles du droit des gens.

Je déclare donc la responsabilité si des combats ont lieu dans la ville lorsque j'entrerai à Gand. Je saurai briser sans égards cette résistance; je bombarderai la ville, je la ferai incendier, raser.

Pour éviter cela, qui serait douloureux pour moi-même, je vous prie de vous rendre demain, le 8 septembre, à 9 heures du matin, à mon quartier-général à Oordgeem, en rapportant un drapeau blanc et en faisant usage du certificat ci-joint.

Je ferai alors savoir sous quelles conditions je pourrais renoncer à des moyens de force contre la ville, qui forme l'endroit de rassemblement pour la garde civique.

Si vous ne vous présentez pas chez moi, ce sera nous qui en porterons les conséquences.

Le Général commandant devant Gand,

(s.) Général von Boehn.

A Monsieur le Commandant de la garde civique, Gand.

Le Commandant des forces allemandes devant Gand fait savoir à la garde civique se trouvant à Gand, que, d'ici, il évite un versement de sang absolument inutile; il veut bien leur permettre de se rendre jusqu'à 9 heures du matin à Oordgeem à nos avant-postes, précédés d'un drapeau blanc, en tenue militaire ou bourgeoise, avec armes et munitions. Les armes, les munitions et les bicyclettes seront remis à nos avant-postes. Les hommes seront amenés auprès du Gouverneur militaire allemand à Bruxelles qui décidera s'ils doivent être considérés comme prisonniers de guerre ou laissés libres.

Les gardes civiques trouvés ultérieurement en tenue militaire ou en habit bourgeois, seront fusillés comme francs-tireurs.

Le 7 septembre 1914.

Le Commandant des troupes allemandes devant Gand, (s.) von Boehn.

Après quelques échanges de vue, le bourgmestre déclara qu'il se rendrait à l'appel du général von Boehn.

Le bourgmestre téléphona le soir au Lieutenant-Général Clooten, qui avait pris son quartier-général à Ecloo, pour lui demander l'autorisation de dire au général von Boehn qu'il n'y avait plus de force armée à Gand.

Il répondit : le bourgmestre doit connaître son devoir, comme je connais le mien.

Le mardi 8 septembre, le bourgmestre, accompagné du garde Visser, se rendit en automobile à Oordgeem. Il traversa le champ de bataille de Melle; de chaque côté de la route, entre Melle et Quatrecht, presque toutes les maisons avaient été incendiées. Il rencontra les avant-postes alle-

mands à 500 mètres au-delà de la gare de Quatrecht.

L'état-major était établi dans la maison du notaire Scheffout, à Oordgeem. Le bourgmestre fit antichambre pendant quelques minutes, puis fut introduit auprès de S. Ex. le général von Boehn, qui était entouré de six adjutants.

Le bourgmestre prononça en français une petite allocution qu'il avait préparée, mais qu'il n'a pas lue.

Voici cette allocution :

Excellence,
J'ai répondu à votre appel, après beaucoup d'hésitations, croyez-le bien; mais, en présence des menaces si terribles pour la ville de Gand que renfermait votre lettre, j'ai pensé que mon devoir de Bourgmestre et le souci de la conservation de la cité, que j'ai l'honneur d'administrer, m'imposait l'obligation de faire toute autre considération.

Comme vous le voyez, je ne me présente pas en chemin et la corde au cou, comme les Gantois de l'époque de Charles V. C'est un citoyen belge, attaché inébranlablement à sa Patrie, à son Souverain, qui se présente devant vous et que je vous prie.

L'armée belge, obéissant à la volonté de son chef suprême, le Roi Albert, défend pied à pied le sol de la Patrie.

Elle a, comme c'était son devoir, opposé les faibles troupes dont elle disposait dans la région, à la marche en avant des troupes ennemies. Victime par le nombre, elle s'est retirée devant vous. Vous vous trouvez maintenant devant une ville ouverte où il n'y a plus aucune force armée.

Le Bourgmestre et les Echevins de la ville de Gand, représentant l'autorité civile, mettent leur cité et ses habitants sous la protection des lois qui régissent les relations entre peuples civilisés en temps de guerre. Ils feront ce qui est en leur pouvoir pour éviter tous actes d'hostilité de la part de leur concitoyens.

Les recommandations les plus expressément du reste déjà faites pour les éviter, elles sont exécutées, nous en avons le ferme espoir.

Nous vous demandons, s'il est possible encore, de vous détourner de notre ville, et de nous en laisser l'administration sans l'intervention de l'autorité allemande.

Le général comprenait un peu le français. Il se fit traduire par un de ses adjutants les passages qu'il n'avait pas bien saisis.

La conversation continua alors tantôt en allemand, tantôt en français, avec le général et ses adjutants. Le bourgmestre insista surtout sur le grand désir qu'il avait de ne pas voir les troupes allemandes entrer à Gand.

Je n'occuperai pas votre ville, la seule chose que je demande, dit le général, c'est que la Ville fournisse, contre remise de bons à payer après la guerre, les réquisitions ci-après :

10.000 litres benzine;
10.000 bouteilles eau minérale;
150 tonnes avoine;
100 vélocipèdes;
100 motocyclettes;
25 chambres à air pour motocyclettes;
10 rouleaux de bandage;
20 kgs. ouate pour blessures;
100.000 cigares;
beaucoup de pastilles de sublimé.

Ces réquisitions devaient être livrées à Beerlegem avant 18 heures, le lendemain.

Restait à régler la question de la garde civique.

Le Bourgmestre fit observer que, le Général commandant la garde civique ayant quitté Gand, la lettre lui adressée n'avait pu lui être remise.

Le Bourgmestre, de son propre chef, demanda si le Général ne consentait pas à laisser la garde civique à sa disposition, pour l'aider comme force de police.

Le Général acquiesça et c'est un des adjutants qui a exigé que les armes fussent envoyées le lendemain à Beerlegem.

Le Bourgmestre fit remarquer que cette décision ne dépendait pas de lui.

L'entretien prit fin sur ces mots du Général : « Après tout, la ville de Gand ne nous a fait aucun mal; elle mérite d'être traitée avec bienveillance ».

C'est l'évidence même », a répondu le Bourgmestre en se retirant.

Le garde Visser fut alors remis en liberté sur parole et revint à Gand avec le Bourgmestre.

Retour à l'Hôtel-de-ville, le Bourgmestre fit part au Collège du résultat de son entrevue et l'on décida de se mettre de suite à la besogne pour ramener les réquisitions.

On pouvait donc croire que tout était arrangé, lorsqu'un incident malheureux éclata.

Vers 11 1/2 heures, une auto-mitrailleuse, montée par des militaires belges, rencontra dans la rue Neuve-St-Pierre, près de la rue de l'Agneau, une automobile dans laquelle se trouvaient deux militaires allemands.

La mitrailleuse fit feu et l'un des militaires allemands fut grièvement blessé; une balle lui traversa la figure.

Il importait, avant que l'incident arrivât aux oreilles de l'état-major, que des explications lui fussent données.

Le Bourgmestre se rendit à l'hôpital où le militaire allemand avait été transporté et le questionna. Voici ce qui était arrivé :

Le prisonnier, après avoir été déposé, un soldat blessé à Assche, était venu à Gand, parce qu'il était convaincu d'y trouver les troupes auxquelles il appartenait. Les instructions qu'il avait reçues lui en faisaient une obligation. Dans la salle d'opérations se trouvait le Vice-Consul d'Amérique, M. Van Hée, qui avait été témoin de la rencontre des deux autos. Le Bourgmestre lui demanda de l'accompagner au quartier-général allemand, ce qu'il fit avec la plus grande complaisance.

L'état-major s'était déplacé; il était installé au château de M. vanden Hecke, à Lecuwergrans. Après d'assez longs pourparlers, on arriva à cet arrangement que le prisonnier allemand blessé serait placé sous la

protection du Consul américain et qu'il serait remis aux Allemands dès que son état le permettrait.

Le Bourgmestre promit d'appuyer cette proposition. Monsieur le Ministre de la Guerre l'approuva. Le prisonnier allemand est en bonne voie de guérison.

Le Conseil communal, réuni à 17 heures, fut mis au courant de tout ce qui s'était passé depuis la veille et se déclara unanimement d'accord sur les propositions qui lui furent faites par le Collège.

Le lendemain, le Ministre de la Guerre ayant donné l'ordre qu'aucune arme ni munition ne fussent remises à l'ennemi, le Bourgmestre, dans une troisième entrevue qu'il eut avec le Général von Boehn, au château de la baron Lefèvre, à Flobecq, obtint que les fusils des gardes civiques restassent à Gand et fussent remis aux gardes chargés de la police communale.

Les réquisitions furent fournies au complet et en temps voulu.

Un reçu en due forme a été remis au Collège. Ces réquisitions ont coûté environ fr. 65.000, auxquelles il faut ajouter une somme de fr. 9.000, résultant de ce que les allemands ont réquisitionné 6 camions avec leurs attelages, contre remise d'un bon de fr. 9.000. La Ville devra faire l'avance de cette somme, à récupérer ultérieurement.

Ce même jour, le Vice-Consul d'Amérique, accompagné de M. Powell, rédacteur du Journal le World de New-York, furent invités à dîner par S. Ex. le général von Boehn, au quartier-général, installé à Flobecq.

M. Van Hée nous a déclaré qu'au cours de l'entrevue, M. Powell avait posé diverses questions au général et notamment celle-ci : « Vous ne passerez donc pas à Gand ? Répondez : Non, voyez notre direction ». M. Powell a dit encore : « L'Amérique s'intéresse très fort à Gand où fut signé le traité de paix en 1814. Le bombardement de la ville de Gand ferait la plus mauvaise des impressions en Amérique, de même que celui de la cité de Bruges. A tous vos arguments, on vous répondra : les exigences de votre stratégie ne vous conduisent pas là. (La dessus le général a donné ordre à ses aides de camp de noter la déclaration à propos de Bruges et il consulta immédiatement la carte).

Depuis le jeudi 10 septembre, la ville respire un peu plus librement; la crainte de la voir à chaque instant envahie par l'ennemi s'est dissipée. Ceci ne veut pas dire cependant que la ville soit absolument à l'abri de toute occupation ultérieure.

Mais à chaque jour suffit sa peine. Si cette pénible éventualité devait se représenter, la population peut compter sur le dévouement des autorités communales et leurs efforts les plus énergiques en vue d'écarter encore une fois le péril. Puisse nos chers concitoyens, de leur côté, nous maintenir leur confiance et continuer à nous secourir, comme ils l'ont fait jusqu'ici dans la mission qui nous est dévolue, celle de maintenir l'ordre et la tranquillité, et aussi celle de venir en aide à tous ceux qui souffrent, qu'ils soient Gantois ou réfugiés à Gand.

Gand, le 20 septembre 1914.

Au nom du Collège:
Le Bourgmestre,
E. BRAUN.

(Conseil communal du 21 septembre 1914)

protection du Consul américain et qu'il serait remis aux Allemands dès que son état le permettrait.

Le Bourgmestre promit d'appuyer cette proposition. Monsieur le Ministre de la Guerre l'approuva. Le prisonnier allemand est en bonne voie de guérison.

Le Conseil communal, réuni à 17 heures, fut mis au courant de tout ce qui s'était passé depuis la veille et se déclara unanimement d'accord sur les propositions qui lui furent faites par le Collège.

Le lendemain, le Ministre de la Guerre ayant donné l'ordre qu'aucune arme ni munition ne fussent remises à l'ennemi, le Bourgmestre, dans une troisième entrevue qu'il eut avec le Général von Boehn, au château de la baron Lefèvre, à Flobecq, obtint que les fusils des gardes civiques restassent à Gand et fussent remis aux gardes chargés de la police communale.

Les réquisitions furent fournies au complet et en temps voulu.

Un reçu en due forme a été remis au Collège. Ces réquisitions ont coûté environ fr. 65.000, auxquelles il faut ajouter une somme de fr. 9.000, résultant de ce que les allemands ont réquisitionné 6 camions avec leurs attelages, contre remise d'un bon de fr. 9.000. La Ville devra faire l'avance de cette somme, à récupérer ultérieurement.

Ce même jour, le Vice-Consul d'Amérique, accompagné de M. Powell, rédacteur du Journal le World de New-York, furent invités à dîner par S. Ex. le général von Boehn, au quartier-général, installé à Flobecq.

M. Van Hée nous a déclaré qu'au cours de l'entrevue, M. Powell avait posé diverses questions au général et notamment celle-ci : « Vous ne passerez donc pas à Gand ? Répondez : Non, voyez notre direction ». M. Powell a dit encore : « L'Amérique s'intéresse très fort à Gand où fut signé le traité de paix en 1814. Le bombardement de la ville de Gand ferait la plus mauvaise des impressions en Amérique, de même que celui de la cité de Bruges. A tous vos arguments, on vous répondra : les exigences de votre stratégie ne vous conduisent pas là. (La dessus le général a donné ordre à ses aides de camp de noter la déclaration à propos de Bruges et il consulta immédiatement la carte).

Depuis le jeudi 10 septembre, la ville respire un peu plus librement; la crainte de la voir à chaque instant envahie par l'ennemi s'est dissipée. Ceci ne veut pas dire cependant que la ville soit absolument à l'abri de toute occupation ultérieure.

Mais à chaque jour suffit sa peine. Si cette pénible éventualité devait se représenter, la population peut compter sur le dévouement des autorités communales et leurs efforts les plus énergiques en vue d'écarter encore une fois le péril. Puisse nos chers concitoyens, de leur côté, nous maintenir leur confiance et continuer à nous secourir, comme ils l'ont fait jusqu'ici dans la mission qui nous est dévolue, celle de maintenir l'ordre et la tranquillité, et aussi celle de venir en aide à tous ceux qui souffrent, qu'ils soient Gantois ou réfugiés à Gand.

Gand, le 20 septembre 1914.

Au nom du Collège:
Le Bourgmestre,
E. BRAUN.

(Conseil communal du 21 septembre 1914)

Le retour des réfugiés et des gardes civiques

Dans notre numéro de lundi, nous faisons allusion à une proclamation du commandant de la place d'Anvers reproduite « plus haut ». En réalité, cette proclamation avait été publiée « dans un numéro précédent ». On nous demande, de divers côtés, de la publier une seconde fois.

Un reporter du *Algemeen Handelsblad* d'Amsterdam écrivait, il y a quelques jours :

« Le major-commandant de Putten, où de nombreux réfugiés d'Anvers sont hébergés, m'avait demandé de me renseigner, à Anvers, si les fuyards pouvaient rentrer sans danger dans la ville.

Je me suis rendu dans ce but chez le *Freiherr von Schuetz*, qui m'a déclaré que son plus vif désir était de voir la vie ordinaire reprendre le plus vite possible, et qu'il aurait volontiers favorisé le retour de tous les anversois. A ma demande il m'a remis la déclaration suivante, rédigée, en allemand, hollandais et français :

« Le soussigné, commandant de la place d'Anvers, déclare que rien n'empêche le retour des habitants d'Anvers dans leur ville... »

« Il ne leur sera fait aucun mal; les propriétés privées seront respectées à condition que chacun s'abstienne de toute hostilité. »

« Les membres de la Garde Civique, s'ils n'ont point d'armes, ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre et peuvent rentrer en toute sécurité. »

(S.) *Freiherr von DER SCHUETZ*,
General-Lieutenant »

D'autre part, voici la traduction d'une proclamation du Collège échevinal d'Anvers, affichée en Hollande, depuis le 13 octobre dernier :

Proclamation du Collège échevinal d'Anvers

« Les Bourgmestre et Echevins de la ville d'Anvers déclarent que les fuyifs peuvent rentrer en sécurité dans leur ville ainsi que ses faubourgs et cela avec l'assentiment complet des autorités militaires allemandes qui déclarent :

« que les propriétés privées seront respectées ainsi que les personnes, pourvu que celles-ci s'abstiennent de tout acte d'hostilité. »

« Les gardes civiques déarmés ne seront aucunement inquiétés et il est absolument pas question de transporter les jeunes gens en Allemagne ou de les

le bois... L'Océan gronde auprès... Des voix mystiques passent dans les branches... Une odeur d'encens ajoutée à l'illusion sacrée. Tout à coup une ombre blanche émerge des longs fûts blessés et sanglants... Figure d'homme idéal vision! O ma Lourdi! Sois courageuse et rapproche nos cœurs.

Je souffre, je t'aime

Roger.

XXI. — LOURI A ROGER.

Oh mon ami, quel désespoir! Vous qu'en mon cœur je nommais déjà mon Roger, il va falloir que nous renoncions l'un à l'autre. Mon Dieu! Mon Dieu! Que l'avenir soit, que le présent me glace! Il n'a rien de bon dire... « Il vous savez qui, n'est-ce pas? C'est Thomas, votre ami, qui vous a écrit, n'est-ce pas? M'avoir aimé jusqu'à ce jour que par mieux faire, mon malheur par la suite, alors mon cœur s'ouvre à l'amour, à la vie. Mais j'arrive au récit de ma tentative et vous verrez, si c'est sans raison que le désespoir m'est emparé de moi. Hier soir... il y a, seulement quelques heures de cela, et mes larmes m'ont pas tardé depuis... hier soir, dis-je, après une journée entière d'hésitations et de craintes subites, je me décidai à parler. Mon père allait régner sa chambre, je me précipitai.

« Père! père! dis-je d'une voix que l'émotion sursaisissait.

Mes mains tremblaient, froides; et dans l'une, votre lettre, aimée, que je serrais convulsivement, donnait à votre pauvre cœur la force de tenir cette parole suprême. Le père se retourna, surpris.

« Qu'est-ce, enfant? serais-tu malade? »

« Oh non, père, et pourtant... »

« Qu'y a-t-il? Parle. »

Pauvre grand vieillard, si savant et si simple qui me croit toujours l'enfant insouciant de Gênes et du pays lointain... Oh! ce pays!... ce nom!... Enfin, j'ai lâché l'aveu!

« Père, repris-je, mon cœur est inquiet, affligé, vous savez vous pouvez lui donner le calme, et mieux encore, sans doute. Le voudrez-vous? »

Le père sourit, de ce sourire vague, et comme ultra terrestre, qu'il vous connaissait bien. Sans doute

obliger à quelques services militaires.

« Les boulangers, bouchers, et tous négociants et commerçants ainsi que leurs ouvriers et tout ce qui concerne l'alimentation, puis aussi les pharmaciens, typographes, vitriers, sont instantanément priés de rentrer. »

« Les magasins de denrées alimentaires qui n'auraient pas été ouverts dans un délai de cinq jours, s'exposent à des mesures sévères, selon les instructions de l'autorité militaire. »

« D'après ces instructions seront d'ailleurs admises seulement à Anvers les personnes qui y ont leur domicile régulier et leurs occupations. »

« Le retour doit s'effectuer en bon ordre. Nous espérons qu'après les services signalés rendus à nos populations par les autorités hollandaises, services pour lesquels nous leur témoignons notre inaltérable reconnaissance, ces autorités voudront bien veiller à ce que le retour vers la Belgique se fasse graduellement. »

Le Collège des Bourgmestre et Echevins, (S.) J. De Vos, V. Desguin, A. Coels, L. Stauss.

Le Président de la Commission intercommunale, L. Franck.

Le major présumé, (S.) Vogel.

Le commandant militaire d'Anvers faisait suivre cette proclamation du texte suivant en allemand et flamand :

Vorstehende Erklärung ist mit meinem vollständigen Einverständnis erlassen worden. Im Falle, dass feindliche Akte irgend welcher Art vorkommen sollten, kann hierfür keine Garantie dafür übernommen werden, dass alsdann mit den Schuldigen auch Unschuldige leiden. Antwerpen, den 12/10/14. Der Kaiserlich Deutsche Gouverneur (get.) V. Schroeder, admiral.

Nous traduisons :

La déclaration ci-dessus est donnée avec mon entier assentiment. Pour le cas où il serait posé des actes d'hostilité, de quelque nature que ce puisse être, il ne peut naturellement pas être donné de garantie qu'innocents ne seraient châtiés avec les coupables. Anvers le 12/10/14. Le Gouverneur impérial allemand (S.) V. Schröder, amiral.

Ajoutez, par ailleurs, que dans sa lettre pastorale du 16 octobre, S. E. le Cardinal Mercier disait, entre autres :

« Le gouverneur d'Anvers, *Freiherr von Hueninggen* me permet de vous faire, en son nom, les déclarations suivantes :

1. Les jeunes gens ne doivent pas craindre d'être envoyés en Allemagne pour y prendre service dans l'armée, ou y être contraints à des travaux forcés.

2. En cas d'infraction à un règlement de police, l'autorité en recherchant les auteurs, afin de punir les coupables, sans en imputer la faute à toute la population.

3. Les autorités allemande et belge prendront les mesures nécessaires pour empêcher la pénurie des vivres. »

Les Unions professionnelles anglaises et la guerre

La fédération des Unions professionnelles anglaises qui compte 1.006.904 membres au sein de la Ligue internationale de ces Unions a signé l'appel, déjà signé par la plupart des organismes ouvriers, en faveur du recrutement des troupes.

Elle a publié un manifeste pour stipuler spécialement les revendications socialistes : un secours financier plus important aux Unions professionnelles et une pension minima de 25 fr. la semaine aux invalides de la guerre.

Le manifeste s'occupe aussi des relations internationales.

Le Comité de la Fédération ne négligera pas ses obligations à l'égard des travailleurs d'autres pays; il espère que l'unité internationale se renouera et que le travail sera repris. Pour le moment toutefois ses devoirs se trouvent dans son propre pays.

Le manifeste se termine par quelques considérations sur la participation de l'Angleterre à la guerre actuelle.

Les blessés belges

Les listes de nos blessés n'ont pas encore toutes été publiées. Dans l'intérêt des familles, encore ignorantes du sort de leurs fils, nous continuons la publication, en indiquant les ambulances où les blessés ont été d'abord transportés et bien que ces ambulances aient été évacuées.

AMBULANCE HOPITAL MILITAIRE.

Henneberg Armand, 2e grenad., Trazegnies; Hestel Aimé, 13e de l., Bousin Godchaux (Brabant); Hubert Louis, 13e de l., Bousin Godchaux, 13e de l., Grandjean, Jackin Abel, le carab., Verriers, Jodot Victor, 13e de l., Bas Ohe; Janssens Victor, 8e de l., Bruxelles; Kones François, 13e de l., Caggevinne; Kusters Joseph, le carab., Bruxelles; Lamborelle Fernand, 13e de l., Longwy (France); Lambrechts Arthur, le vol., Zutend Lumay; Lambrechts René, 13e de l., Bruxelles; Lemoine Ernest, mir., Anvers; Lepege Georges, 13e de l., Fosses; Letellier Aimé, 13e de l., Hevillers; Lippens Gustave, gendarme, Sleydinge; Luppens François, le gend., Merclhem; Luyckx François, 10e de l., Schaffier; Monkaux Vital, 1e carab., Coilly; Lez Piétiou; Marchal François, le vol., Tilleul; Marchal Paul, 13e de l., Jambes; Masson Armand, 1er carabiniers, Bruxelles; Meerschout Jean, 1er carabiniers, Laeken; Meuris Louis, 10e de l., Putte; Michiels Laurent, 8e de l., Liège; Michiels Jules, 10e de l., Beteckom; Alexis Adolphe, 13e de l., ligne, Massancy; Moupié Alexis, 13e de l., Gey; Noyes Gustave, 1er carab., Zveve-Zele; Notaboom Georges, carab. sénatorial, Gand; Olesen Just, 10e de l., Namur; Pestiaux Louis, 1er carab., Jali; Pavot Charles, 13e de l., Huy; Petit Jean, carab., Bruxelles; Persoons Alois, 10e de l., Wichelen; Piétiou Henri, 13e de l., Namur; Populaire Emile, le carab., Wasmes; Prouff Fernand, le carab., Liège; Quettier Emile,

croyait-il à quelque demande charitable pour de nouveaux protégés. Je lui pris la main et le menai vers le grand fauteuil de cuir. Là je me penchai à ses pieds, sur ce lourd tapis d'Orient que vous admirez, Roger, et que, hélas! vous ne foulerez plus. Prenant alors entre mes mains sa grande main pâle :

« Père, repris-je, laissez ma voix humble et calme, il faut que vous me disiez tout.

« Le visage du père se rembrunit, se ferma :

« Comment, tout? Interrogea-t-il, sans me regarder.

Tout! votre nom, notre pays, notre histoire! Le père fit mine de se lever. Mais cette fois j'étais lancé, je devais hardie. Il fallait en finir, et mon bonheur, le nôtre était l'enjeu de notre entreprise. Me soulevant vivement, je me jetai au cou du cher vieillard.

« Père, père, ne désespérez pas votre Lourdi. Ne suis-je pas votre fille, votre âme, votre chair? Père, père, je veux... je dois savoir!

« Tu veux... tu veux... s'écria-t-il.

« Pardonnez, père, pardonnez-moi audace. Je ne suis rien devant vous, je le sais; je sais que je n'ai aucun droit, mais je vous supplie. Pourquoi me faire un secret de notre nom, de notre origine, de ce que je souhaite tant savoir? Que se passe-t-il? Notre honneur... Pourquoi me cacher... Qu'y a-t-il? Une honte? Un crime? »

« Ah! s'écria-t-il, suffoqué d'indignation, un soupçon!... Ne savez-vous pas que le père a dit : Dieu me garde de douter de vous; je sais que vous êtes l'honneur, la bonté même.

J'essayai de prendre sa tête blanche, de la couvrir de baisers. Il me repoussa avec colère.

« Je vous en supplie, continuez-je, ce n'est pas une vaine curiosité qui me fait agir, mon père, il y a de mon bonheur; comprenez-moi, j'aime et je suis aimée; il faut que je sache connaître qui nous sommes,



• VRAAGT OVERAL • W. A. SCHOLTEN'S SAGOLINE

Merk Merk

EEN SMAKELIJK EN LICHT VERTEERBAAR VOEDINGSMIDDEL

Bijzonder geschikt voor Kinderen, Herstellenden en Ouden van dagen

:- OOK ALS VOLKSVODESEL ZEER AAN TE BEVELEN :-

SEDERT 50 JAREN ENORME VERKOOP IN HOLLAND

Verkrijgbaar bij alle Kruideniers aan 0.30 per pakje

En Gros : bij Maurice Van Hoecke
GENT, 28, Vlaanderenstraat, 28, GENT

PRIERE DE DONNER DES RENSEIGNEMENTS
sur la ville de Poperinghe à l'adresse, 177, Rempart
de Plaisance, Gand. (9149)

Couvertures de coton

L'Administration de la Soc. Anon. anc. Et J. Sion-
Gobriels, porte du Sas, 3, Gand, fabrique de couvertures
bien connue, soucieuse des intérêts de son personnel
offre ses produits au prix de revient. Coton à matelas
à 0 fr. 20 le kilogr. (9079)

Atelier d'Art Décoratif

THEO GOETHALS
Place Sainte-Elisabeth, 12, GAND

— Maison fondée en 1880 — 7937
Peinture d'Eglises et Chapelles

Demandez prix et projets
sans engagement

FABRIQUE DE COULEURS et VERNIS

Glaces, Verres, Produits chimiques

LÉONCE DENY

Rue Neuve Saint-Jacques, 19, GAND

Téléphone N° 155 (224)

Dépôt de vernis anglais

Fabrique de Coffres-Forts

OCT. VAN LIEFFEL-VAN DE STEENE
Gand, rue Haute, 78, Gand

La maison ne vend que des
coffres-forts fabriqués dans
son atelier.
Ses coffres-forts ordinaires
ont fait leurs preuves dans
l'incendie de la section Espa-
gnole qui a été détruite dans
l'Exposition Internationale
de Gand 1913.
Spécialité de coffres-forts
imperméables, acier trempé
sur fer en béton armé, résistant au coup de
châleau.
Fournisseur du bureau de l'Exposition
Universelle de Gand.

FOYERS DE LUXE ET ORDINAIRES

Cuisinières et Fourneaux (8341)

Maison Fr. LATOUR & S^r, E. LEMAJEUR, Succ^r
31, RUE D'IGUE DE BRABANT. (9449)

PARAPLUIE DE BOIS PLAQUE



L'UNION BELGE

SOCIÉTÉ ANONYME D'ASSURANCES
CONTRE INCENDIE

FONDÉE EN 1824

M. COOREMAN, Directeur

Direction des Flandres

GAND, 1, place du Marais, 1, GAND

Bruxelles, Place de l'Industrie, 29.

On demande des agents

Société anonyme

LES MOULINS DU BASSIN

149, Pêcherie, Gand

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée
générale ordinaire le jeudi douze Novembre 1914, au
Siège Social à 15 heures.

ORDRE DU JOUR:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Com-
missaire;
2. Approbation du Bilan et du Compte de Profits
et Pertes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs;
4. Nomination de deux Administrateurs en remplace-
ment des titulaires sortants, rééligibles.

Gand, le 7 Octobre 1914. (9139)

MAISON

DE SOMVILLE - GOBERT

rue du Haiaut, 21, Gand

TAPISSERIES ET AMEUBLEMENTS D'ART

Salle à manger chêne massif réclame Buffet

Table allongée — 6 chaises 205 fr.

EXÉCUTION DE MEUBLES d'après dessin

Projets et devis sur demande

LA MAISON N'A PAS DE SUCCURSALE (8341)

Téléphone

2408

CALIXTE MAURTOT

Grands Magasins de la Bourse

Gand 11, Marché aux Grains, 11 Gand

GRANDE MAISON DE TAILLEUR

Spécialité de beaux vêtements sur mesure
Occasions en divers vêtements confectionnés. — Draperie, etc. par mètre

Téléphone

2408

MÉNAGE, la tonne fr. 18.00 ; la 1/2 tonne fr. 9.00.

BIÈRES POL. DU PONT

OUDE UITZET 0,12

Extra tafelbier 0,15

BIÈRE BOURGEOISE, la tonne fr. 22.00 ; la 1/2 tonne fr. 11.00

USINE A VAPEUR

CONSTRUCTION MÉCANIQUE perfectionnée
brevetée. — VOILETS ROULANTS à angles et
à charnières. — PERSIENNES HOLLANDAISES
à rubans ou chaînettes. — CLAIRES OU
LATTIS pour serres ou verandahs. — Atelier de
réparation et de peinture de persiennes et de
volets-roulants.

LOCATION

de Tentes, Tables, Marguises, Porte-Manteaux,
Banquettes, Buffets, Chaises pour Bals, sol-
rées, Noées et Banquets, etc.

ANCIENNE MAISON
JULES PARYS
FONDÉE EN 1840

MEDAILLES
à différentes Expositions

CH. PARYS
Successeur

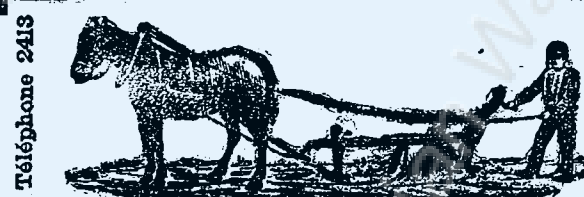
quai de la Lièvre, 21

GAND

Téléphone 2443 (4208)

VINS FINS D'ESPAGNE

On désire des COMMIS-
VOYAGEURS voulant se
procureur des ordres à la
commission de 10 ou 20 %.
S'adresser avec de très
bonnes réf. à M^r RAFAEL
ARANA, Calle de Mar-
moles, n° 18, à Malaga
(Espagne). (8663)



QUINCAILLERIE LA CHARRUE

DE SCHUYTER & MOENS 2811

Gand, rue St-Georges, 50 (Steendam)

OUTILLAGE POUR TOUS MÉTIERS

Calorifères GODIN -- Balances et Bascules -- Coutellerie

OUTILS ET INSTRUMENTS AGRICOLES

L'Eau chaude par le Fourneau de cuisine

Pas de Discours ???

Faites simplement placer mon système

::: Son rendement vous étonnera :::

:- D. Toeffaert :-

GAND - 45, rue Miry - GAND

Téléphone 1798 ::: Demandez la notice B ::: Téléphone 1798

Manufacture de Cigares fins et ordinaires

F.-J. BEYLS & Frère

rue du Perroquet, 6, Gand

MAISON FONDÉE EN 1865

GRAND STOCK

de Cigares prêts à la consommation

Spécialité "Vorstenlanden" (9138)

Gand, imp. L. WILLEMS, rue aux Tripes, 2.